

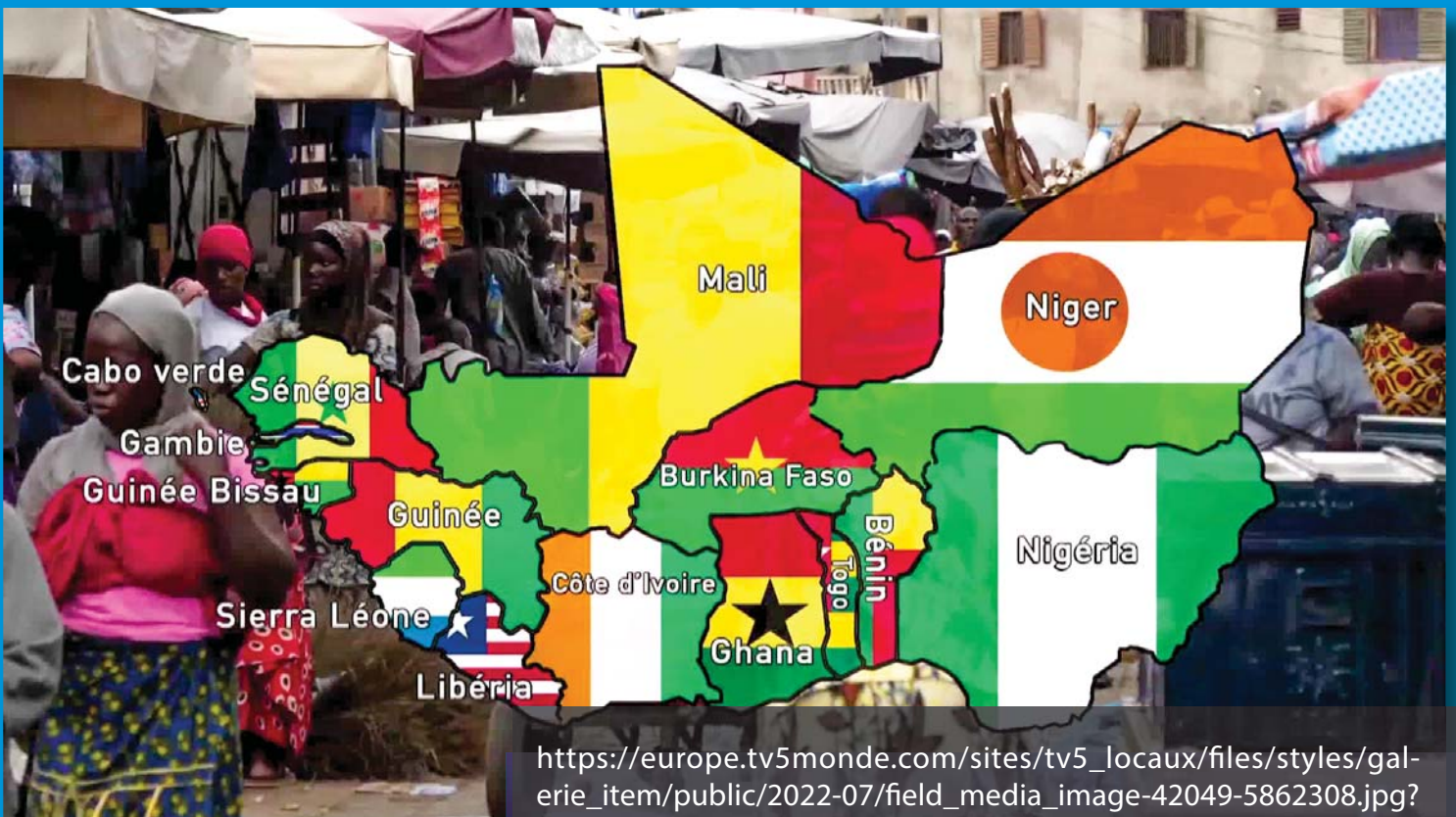
July 2023

RAPP RT

Thématique

RÉSEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX
L'ÉDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

Vision 2050 de la CEDEAO: Nécessité d'un renforcement des relations État-citoyens en Afrique de l'Ouest



Vision 2050 de la CEDEAO:

Nécessité d'un renforcement des relations État- citoyens en Afrique de l'Ouest

INTRODUCTION:

Un état des lieux de l'actualité à travers le monde, nous révèle une effervescence qui anime le domaine géopolitique depuis le 24 février 2022, correspondant au début des affrontements violents entre la Russie et l'Ukraine. Le monde entier, à différents degrés, est impacté¹ par cette crise dont les répercussions sur l'ordre mondial actuel sont sans appel, de sorte qu'on assiste de plus en plus à des regroupements de pays pour la juguler.

Sur le continent africain, en Afrique de l'Ouest et précisément dans les pays du Sahel, c'est une autre lutte qui se mène contre l'avancement de l'hydre terroriste et les crises électorales qui déstabilisent certains des États. Mais contrairement à l'occident, l'engouement pour un regroupement inter-états capable de défendre ou de sauver les intérêts des pays africains n'est pas très perceptible. Pire, on constate que certaines interventions des institutions africaines par rapport à des crises sociopolitiques, comme celle survenue en Guinée en 2020², ne sont pas toujours bien accueillies, soit par les États et/ou par les populations concernées.

Néanmoins, les appels au rapprochement et à l'unité des peuples, constatés à travers des manifestations dans des pays³ en disent long sur certaines attentes des populations Ouest-africaines. Comme ce fût déjà le cas dans la vision 2020⁴ de

la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ces attentes semblent également avoir trouvé échos dans la vision 2050⁵ de la CEDEAO. Comment assurer qu'une telle convergence renouvelée puisse servir, entre autres, de cadre légal et légitime pour les États qui en profiteront pour avoir moins de voix dissidentes pour les coopérations dans divers domaines de développement socioéconomiques, politiques et sécuritaires? Le présent rapport thématique est une tentative de contribution de réponses et de recommandations.

1). Contexte:

La Vision 2050 de la CEDEAO envisage une région sans frontières, pacifique, prospère et cohésive, fondée sur la bonne gouvernance, où les citoyens ont la capacité d'accéder et d'exploiter les énormes ressources de la région pour le développement durable. La vision s'appuie sur les gains réalisés dans la mise en œuvre de la Vision 2020⁶ et améliore les défis et les lacunes identifiés lors de sa mise en œuvre.

La Vision 2050 de la CEDEAO décrit l'avenir souhaité, la raison d'être et les valeurs de la région ainsi que l'ambition qu'elle nourrit pour ses peuples. Ainsi, elle a conservé l'esprit et la lettre de la vision 2020

¹ Comment le conflit Russie-Ukraine affecte l'Afrique <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2022/comment-le-conflit-russie-ukraine-affecte-lafrique> (Consulté le 13 avril 2023)

² Elections en Guinée : quand le coronavirus fait les affaires d'Alpha Condé

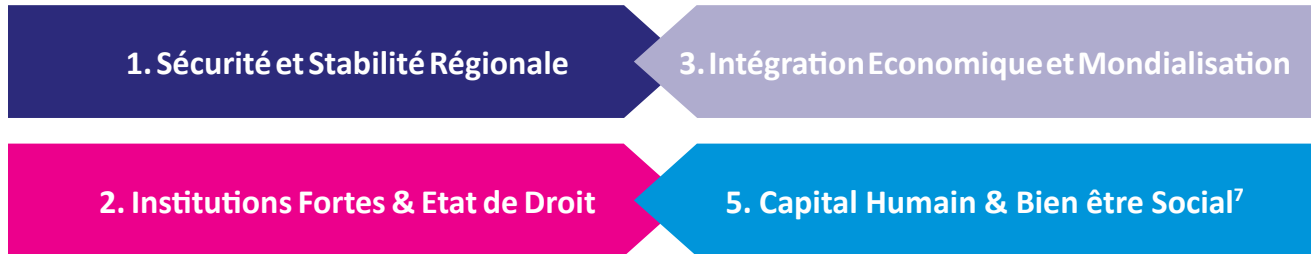
Le président Alpha Condé aurait refusé de recevoir la CEDEAO qui offrait ses bons offices pour contribuer à résoudre la crise politique en Guinée, qui s'est exacerbée avec la candidature du président sortant pour un 3e mandat. En effet, le coronavirus était « un prétexte »: « Certes, l'épidémie préoccupe et mobilise l'attention de tous les présidents, mais au fond, vu l'état d'esprit et la détermination d'Alpha Condé, nous nous sommes dit que cette médiation était inutile. » avouera plus tard, une source proche de la présidence guinéenne. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/19/elections-en-guinee-quand-le-coronavirus-fait-les-affaires-d-alpha-conde_6033734_3212.html (Consulté le 21 juillet 2023)

³ Des manifestations populaires ont été constatées au niveau du Burkina Faso et du Mali, pour appeler à une synergie d'action de ces États. <https://burkina24.com/2023/01/17/soutien-au-president-ibrahim-traore-un-malien-a-fait-le-deplacement-a-pied-a-ouagadougou/>

⁴ La Vision 2020 de la « CEDEAO des peuples », adoptée par les dirigeants politiques de l'Afrique de l'Ouest, est une matérialisation d'un nouvel engagement de ces dirigeants et des citoyens de la CEDEAO à continuer de marcher sur la voie de la paix et de la prospérité.

⁵ Une vision qui consiste à passer d'une CEDEAO des États à une « CEDEAO des Peuples: Paix et prospérité pour tous » à l'horizon 2050.

qui a jeté les bases d'une CEDEAO des peuples. Elle vise « une communauté de peuples pleinement intégrée dans une région paisible, prospère avec des institutions fortes et respectueuse des libertés fondamentales, et œuvrant pour un développement inclusif et durable », et aspire à la consolidation de 5 domaines qui sont incontournables pour atteindre sa réalisation, qui sont:



Éléments de la Vision 2050 de la CEDEAO, présentés à un atelier régional en 2022 à Freetown/Sierra Leone

La Vision 2050 de la CEDEAO est articulée autour des efforts nationaux de développement et s'inscrit dans une dynamique d'approfondissement du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest. Ces efforts qui restent à faire nécessiteront surtout la consolidation du rôle prééminent des États Membres dans la mise en œuvre de l'agenda régional et des programmes. Ce rôle implique un engagement fort, à travers des actions, des moyens et des politiques appropriées, pour renforcer la résilience des économies et soutenir les efforts de développement des États Membres, dans des domaines prioritaires comme l'accès des populations ouest-africaines aux services sociaux de base de qualité.⁹

⁶ Vision 2020 de la CEDEAO: Vers une communauté démocratique et prospère. http://araa.org/sites/default/files/publications/pdf/Vision_2020%20de%20la%20CEDEAO_fr.pdf (Consulté le 04 avril 2023)

⁷ Source: Présentation pour la vulgarisation et la sensibilisation sur la Vision 2050 de la CEDEAO, faite lors de l'atelier régional tenu en 2022 à Freetown, en Sierra Leone.

⁸ Ibid.

⁹ VISION 2050 DE LA CEDEAO

«La CEDEAO des Peuples: Paix et Prospérité pour tous» <https://ecowas.int/wp-content/uploads/2022/09/Vision-2050-FR.pdf>

En effet, l'évaluation de la Vision 2020, commanditée par la CEDEAO¹⁰ a informé cet engagement de la communauté à œuvrer pour répondre aux aspirations de ses populations. De cette évaluation et à la suite des consultations menées dans les différents États membres, il ressort ce qui suit:

La région comptait environ 401.9 millions d'habitants en 2020. Cet important Capital Humain souffre d'un faible enrôlement dans la formation technique et professionnelle ; par exemple, le taux du nombre d'années de scolarisation est inférieur à 4 (ans), dans neuf (9) des pays de l'Afrique de l'Ouest¹¹. Le taux de chômage était de 6.6% en 2020 avec des emplois vulnérables qui représentent plus de 70% des emplois disponibles dans 12 pays de la CEDEAO en 2018. En 2018 toujours, près de 38,4% des individus en âge de travailler et en emploi dans la région vivaient en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 1,90 dollars américains par jour, alors que la pauvreté était en baisse dans les années 1990. Il y a une évidence dans la persistance des inégalités liées au genre, dans l'accès à l'éducation, la santé, la terre, le marché du travail. Globalement, la région a un faible système de santé.

La CEDEAO est aussi affectée par le changement climatique, particulièrement le Sahel qui est la zone la plus vulnérable, ce qui entraîne une pression sur les terres et les ressources forestières de la région. Bien qu'elle soit riche en biodiversité, en ressources en eau et en pêches, 40% de sa population a un défi pour l'accès en eau potable et au moins 60% manque d'assainissement adéquat. L'état des lieux a aussi révélé une baisse de la croissance dans la zone, de 2001-2005, qui était à 6.32% et qui est tombée à 2.2% de 2016-2018 dû à la difficulté de mobilisation des ressources domestiques et au faible niveau de l'épargne domestique. La région souffre de déficits infrastructurels et une faible connectivité intracommunautaire (voies routières, ferrées, énergie). Elle représente seulement 1% du trafic mondial de conteneurs et juste plus de 2% du trafic africain. 14% du réseau global bitumé. La densité du réseau ferroviaire est de 1.9km/1000Km² (contre) une moyenne continentale de 2.5km/1000Km².

A ces difficultés auxquelles sont confrontées les populations de la région, s'ajoute une complexification de la menace sécuritaire (menaces multiformes, terrorisme et son financement, piraterie maritime, trafic de drogue, d'armes, criminalité transfrontalière). Par conséquent, aller à la recherche de lieux plus prospères, a intensifié la migration aussi bien dans la région que hors de celle-ci. Près de 84% des migrations sont ouest-africaines et il y a une tendance à la hausse de l'urbanisation depuis 1950, mais avec un taux de 50% qui se retrouve dans les bidonvilles¹².

D'autres études menées par des entités indépendantes ont également révélé que les gouvernements des États membres de la CEDEAO sont accusés par leurs citoyens d'incapacité à fournir des services socio-économiques et contestent souvent la légitimité des acteurs élus pour les gouverner. La plupart des citoyens se sentent déconnectés de la gouvernance car les élites politiques sont perçues comme habiles dans les tactiques d'exclusion qui renforcent le népotisme, l'accès inégal aux ressources et les inégalités dans le développement social et économique. La responsabilité des dépenses publiques, la gestion des ressources et la prestation de services font souvent défaut. Cela a engendré des instabilités politiques souvent reflétées dans le niveau des manifestations publiques et des protestations violentes enregistrées dans la région. La récente vague de coups d'État et de prises de contrôle militaires en Guinée, au Mali et au Burkina Faso qui a été célébrée par ses citoyens renseigne sur le niveau de mécontentement contre les structures de gouvernance existantes et nécessite donc une réflexion plus approfondie sur des systèmes ouverts

10. La CEA appuie l'évaluation indépendante et finale de la Vision 2020 de la CEDEAO, La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à travers son Bureau Sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, a piloté la dimension technique du projet de rapport d'évaluation indépendante et finale de la Vision 2020 de la CEDEAO, avec l'appui technique du Centre de Recherche et d'Appui-conseil pour le Développement (CRAD) et la contribution du Bureau Régional du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), basé à Addis-Abeba, et du Bureau Régional de la GIZ, basé à Abuja. <https://www.uneca.org/fr/stories/la-cea-appuie-lévaluation-indépendante-et-finale-de-la-vision-2020-de-la-cedeao#:~:text=La%20CEA%20appuie%20l%27évaluation,Commission%20économique%20pour%20l%27Afrique>

11. Op.cit.

12. Op.cit

et inclusifs viables qui permettront aux citoyens de s'exprimer et de contribuer à la bonne gouvernance.¹³

Ainsi, à travers les cinq aspirations de sa Vision 2050, la CEDEAO se donne comme feuille de route de travailler avec les États membres et ses citoyens, à faire de la CEDEAO une région sécurisée, stable et en paix à travers la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Avec ses différents protocoles et mécanismes pour la démocratie et la bonne gouvernance, elle veut œuvrer à avoir l'adhésion et l'engagement ferme de tous ses États membres pour réussir à ancrer la culture démocratique, la bonne gouvernance et le respect de l'état des droits et des libertés fondamentales ; et en cela, les citoyens seront le levier indispensable sur lequel s'appuyer pour y parvenir.

Mais, dans la pratique, l'idéal souhaité pour la CEDEAO et ses peuples est entravé par divers facteurs qui alimentent des crises diverses entraînant des reculs démocratiques et des rétropédalages allant jusqu'à la rupture de l'ordre constitutionnel dans bien des États. L'ensemble constitue des menaces à la stabilité régionale et émane d'une constellation de vulnérabilités structurelles, notamment des années de mauvaise gouvernance, des institutions étatiques faibles, de la faiblesse de l'autorité étatique dans certains États et d'une protection communautaire limitée. Il a conduit au mécontentement, au manque de confiance et à la méfiance à l'égard de l'autorité de l'État. Dans le même sens, il a affaibli la légitimité de l'État dans certains pays, aggravé la situation sécuritaire dans la région et creusé le fossé de confiance entre l'État et les citoyens. En effet, cet état des lieux des différentes crises à travers la région impose, aux États concernés, une consolidation dans la collaboration tant pour les peuples que pour les États eux-mêmes, au risque de se voir une fois de plus entraînés sous des tutorats internationaux que les peuples rejettent encore plus.

C'est en cela que, l'amélioration de la relation entre les citoyens et l'État dans une démocratie est une noble quête ; et l'un des ingrédients clés pour y arriver demeure essentiellement la manière dont les citoyens se sentent entraînés dans la conceptualisation, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de l'État.

II). Évolution des relations entre la CEDEAO et les citoyens communautaires/OSC

En tant qu'organisation régionale intergouvernementale, la CEDEAO s'est exercée à se mettre en relation ou au service des citoyens communautaires via deux entités principales : les États membres et les Organisations de la Société Civile (OSC). En effet, à travers la définition, l'harmonisation, la coordination et le suivi des normes, politiques et projets régionaux à mettre en œuvre par l'intermédiaire des États membres, la CEDEAO a matérialisé des ambitions de servir les citoyens ouest-africains. L'une des décisions les plus conséquentes prises en la matière a été l'adoption en 1976 du Protocole sur la libre circulation des personnes, des biens et des services qui garantissait à ses citoyens une circulation sans visa et un droit de résidence et d'établissement dans n'importe quel État membre. Il s'agissait d'une première en Afrique et par rapport à d'autres parties du monde, mais les citoyens continuent toujours de vivre des violations et des disparités dans son application. Comme pour d'autres politiques, normes ou projets régionaux, les rôles incontournables que devraient jouer les responsables des États membres ont contribué à favoriser un glissement de la CEDEAO vers une communauté d'élites. Par exemple, le parlement¹⁴ de la CEDEAO censé représenter les communautés et prendre des décisions en leur nom est relativement peu connu d'elles. L'argument de souveraineté des États est suffisamment utilisé pour limiter les interventions de la communauté régionale malgré les appels des citoyens. Progressivement, aux yeux de la plupart des citoyens de la communauté, la CEDEAO est en effet perçue comme un club élitiste ou des dirigeants politiques nationaux résistent aux intérêts ou services qui leur sont dus.

¹⁴. Site web officiel du parlement de la CEDEAO : Le Parlement de la CEDEAO est l'Assemblée des peuples de la Communauté et sert de forum de dialogue, de consultation et de consensus des représentants des populations ouest-africaines, visant la promotion de l'intégration. Le Parlement de la CEDEAO a été créé en vertu des Articles 6 et 13 du Traité révisé de la CEDEAO (1993). <https://www.parl.ecowas.int/historical-background/?lang=fr> (Consulté le 22 juin 2023)

Les parlementaires régionaux sont chargés de promulguer des lois uniformes et des législations rigoureuses qui permettent la création d'une région sans frontières, paisible, prospère et cohérente bâtie sur la bonne gouvernance. Comme les efforts d'intégration de la Communauté continuent de s'intensifier, les débats énergiques qui se mènent à cet égard devraient aboutir à la mise en place d'une région dans laquelle les populations pourront accéder aux abondantes ressources disponibles à travers la création d'opportunités en vue d'un développement durable. <https://ecowas.int/institutions/ecowas-parliament/?lang=fr>

Pour redorer le blason et mieux orienter les actions et programmes de la CEDEAO, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement a pris, en 2007, la décision de faire de l'organe régional une entité supranationale et de transformer son Secrétariat en Commission. Cette transformation a été accompagnée par l'adoption de la Vision 2020¹⁵ de la CEDEAO, avec pour objectif principal de passer d'une «CEDEAO des États» à une «CEDEAO des Peuples». Une telle orientation est venue renforcer les efforts d'application de l'article 81 du Traité révisé de la CEDEAO de 1993 qui encourageait une large participation des citoyens au processus d'intégration. De façon précise, le Traité révisé a appelé à la coopération avec les organisations de la société civile (OSC), qui servent de véhicule par lequel les citoyens rassemblent leurs intérêts, expriment leurs préférences et exercent le pouvoir nécessaire pour promouvoir le développement durable et les réformes politiques. Cela a marqué un changement important dans la structure et le caractère du processus d'intégration et de développement de l'Afrique de l'Ouest, conduisant à un passage de *«l'approche trop centrée sur l'État» à celle «centrée sur les personnes»*. *Ce changement était particulièrement important non seulement pour approfondir le processus d'intégration régionale mais aussi pour promouvoir la paix, la sécurité, la prévention et le règlement des conflits*. Par conséquent, la CEDEAO s'est associée et collabore avec plusieurs organisations de la société civile (OSC) régionales et nationales telles que le Réseau des femmes pour la paix de l'Union du fleuve Mano (MARWOPNET¹⁶) et des groupes confessionnels pour résoudre les guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone. Le Réseau

ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP) et des experts de la société civile ont également joué un rôle déterminant dans l'élaboration de protocoles, conventions et programmes régionaux, tels que le Protocole supplémentaire de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO de 2008 (CPC)¹⁷. En outre, depuis le début des années 2000, des OSCs comme WANEP se sont associées à la CEDEAO pour développer et exploiter le Réseau d'Alerte et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN)¹⁸, plusieurs organisations de la société civile se sont associées pour créer le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO)¹⁹, en tant que plateforme de coordination de la société civile pour optimiser la collaboration avec la Commission de la CEDEAO. Malgré les résultats de cette nouvelle approche, les relations État-citoyens demeurent problématiques.

III). Dynamique et tendances des relations État-citoyens en Afrique de l'Ouest

Les développements récents en Afrique de l'Ouest ont suscité de nombreuses inquiétudes quant aux perspectives de paix, de stabilité et de développement à long terme de la région. En effet, une rétrospective générale des relations État-citoyens montre aujourd'hui des dynamiques qui oscillent entre des interactions coopératives et discordantes entre gouvernements et citoyens principalement en raison d'espairs déçus, d'une confiance mutuelle dissipée et de cadres institutionnels limités pour un dialogue et une collaboration structurée sur des questions clés d'intérêt commun. L'antécédent historique de cette

¹⁴ Site web officiel du parlement de la CEDEAO : Le Parlement de la CEDEAO est l'Assemblée des peuples de la Communauté et sert de forum de dialogue, de consultation et de consensus des représentants des populations ouest-africaines, visant la promotion de l'intégration. Le Parlement de la CEDEAO a été créé en vertu des Articles 6 et 13 du Traité révisé de la CEDEAO (1993). <https://www.parl.ecowas.int/historical-background/?lang=fr> (Consulté le 22 juin 2023)

Les parlementaires régionaux sont chargés de promulguer des lois uniformes et des législations rigoureuses qui permettent la création d'une région sans frontières, paisible, prospère et cohérente bâtie sur la bonne gouvernance. Comme les efforts d'intégration de la Communauté continuent de s'intensifier, les débats énergiques qui se mènent à cet égard devraient aboutir à la mise en place d'une région dans laquelle les populations pourront accéder aux abondantes ressources disponibles à travers la création d'opportunités en vue d'un développement durable. <https://ecowas.int/institutions/ecowas-parliament/?lang=fr>

¹⁵ La vision reposait sur cinq piliers: (i) paix et sécurité; (ii) la bonne gouvernance; (iii) la valorisation des ressources de la région; (iv) l'intégration économique et monétaire; et (v) la promotion du secteur privé.

¹⁶ Mano River Women's Peace Network (MARWOPNET) <https://issat.dcaf.ch/Share/People-Organisations/Organisations/Mano-River-Women-s-Peace-Network2>

¹⁷ ECOWAS Conflict Prevention Framework (ECPF) <https://ecpf.ecowas.int/all-about-ecpf/ecpf/>

¹⁸ ECOWAS Warning and Response Network (ECOWARN) <https://www.ecowarn.org>

¹⁹ West African Civil Society Forum (WACOSOF) <https://wacosof-foscao.org/en/who-we-are/about-wacosof.html>

relation tendue et discordantes peut être comprise en termes de transitions à travers trois époques successives: d'abord, (i) une ère post-indépendance de nationalisme et d'attentes élevées; suivie par (ii) une ère de dyarchie civilo-militaire caractérisée par le populisme et la dictature; et (iii) une ère de démocratisation émergente dans les années 1990, marquée par un balancement continu entre des espoirs fiévreux et des réalités angoissées. En effet, les relations entre l'État et les citoyens à ces époques méritent d'être explorées brièvement pour replacer les discussions dans le bon contexte.

De manière générale, jusqu'au début des années 1990, les relations entre l'État et les citoyens, et parfois entre les citoyens, qui s'organisaient souvent en mouvements citoyens, groupes de pression et militants, étaient souvent antagonistes et parfois conflictuelles. La plupart des régimes autoritaires et militaires de l'ère post-indépendance, initialement salués par des sections de la population comme «sauveurs et libérateurs», considéraient de plus en plus les mouvements citoyens, les coalitions, les groupes de pression et les militants avec méfiance, parce qu'ils craignaient que ces groupes ne se mobilisent contre le gouvernement. La participation et l'inclusion actives des citoyens dans la gouvernance et le développement socio-économique ont donc été progressivement supprimées en contournant les normes et en militarisant les institutions censées soutenir les libertés fondamentales, contre les opposants perçus. Des leaders politiques ont été détrônés et les dissidents étaient souvent détenus, tués, mutilés ou contraints à l'exil.

De ce fait, beaucoup de citoyens et de groupes de pression sont devenus de plus en plus aliénés, privés de leurs droits et désenchantés par les régimes en vigueur qui sont agités par des protestations et des manifestations réclamant des réformes politiques.

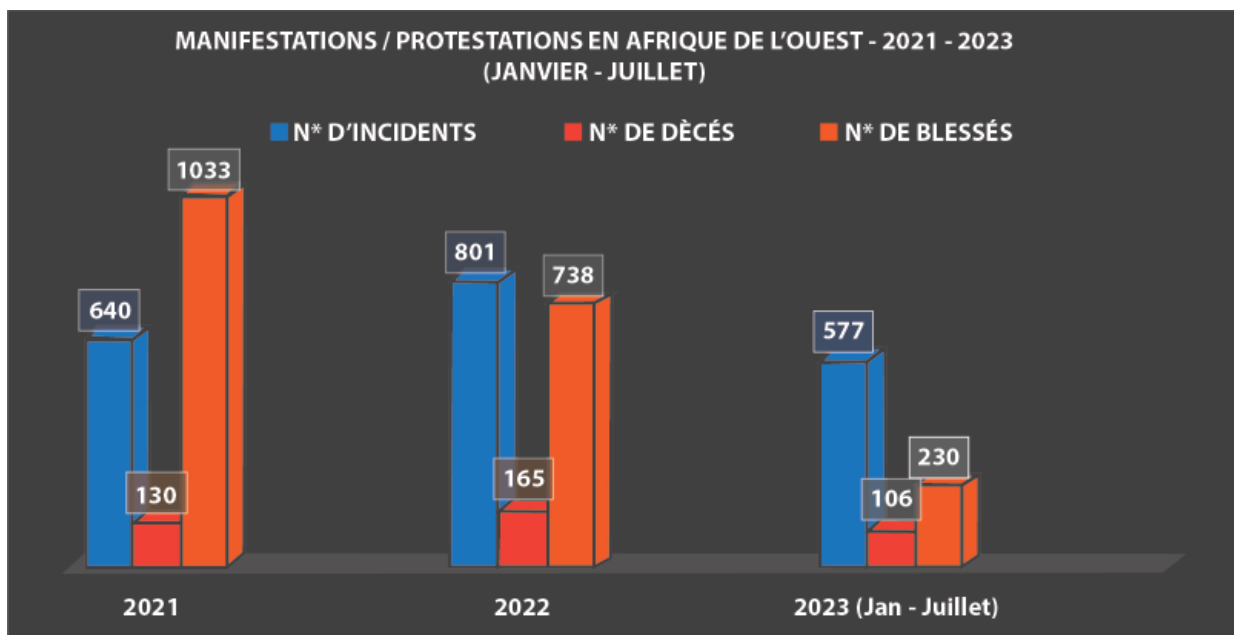
Ainsi, la fin des années 1990 verra l'amorce du multipartisme, à la suite de l'appel de la Baule²⁰. Désormais, les citoyens s'impliquent dans les affaires de l'État, plaidant et aidant à rendre les institutions publiques plus transparentes, responsables et efficaces. Il faut cependant admettre que la disparition de l'ennemi autocratique commun, la cooptation et l'implication croissantes des principaux dirigeants de la société civile dans la politique partisane et la prise de décision publique, la gouvernance et le développement socio-économique ont parfois affaibli l'action citoyenne et laisse encore beaucoup à désirer en termes de bonne gouvernance. Bien vite, on assiste de nouveau à une dégradation des relations entre les États et les citoyens de l'Afrique de l'Ouest, qui fait ombre aux nombreux efforts de la CEDEAO, qui continue d'être qualifiée de "club des chefs d'États". Par défaut de résultats promis à travers la démocratie, les revendications des populations se multiplient, accompagnées par des manifestations de plus en plus violentes, à tel point que les putschs, qui sont anti-démocratiques par nature, sont soutenus par les populations. Ceci est la conséquence de la perte de confiance dans les capacités des États à leur fournir le bien-être. La corruption est endémique et impacte négativement l'application des normes politiques nationales et régionales. Aussi, des processus électoraux sont entachés de violence ; les taux de participation aux élections sont en recul, une aubaine pour les opposants et les populistes d'avoir une côte de sympathie auprès des masses. Pour ce faire, et souvent, des rébellions réussies par des officiers subalternes suscitent des espoirs générés par l'euphorie, mais seulement pour que le système corrompt les nouveaux venus, bien de fois.

²⁰ Le discours de La Baule (20 juin 1990):

<https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB461/docs/DOCUMENT%203%20-%20French.pdf>

²¹ VISION 2050 DE LA CEDEAO

«La CEDEAO des Peuples : Paix et Prospérité pour tous» <https://ecowas.int/wp-content/uploads/2022/09/Vision-2050-FR.pdf>



Manifestations survenues entre 2021 et juillet 2023 en Afrique de l'Ouest. (Source: WANEP NEWS)

En somme, des défis réels se dressent contre la pleine atteinte de la vision 2050. Mais la marche actuelle de la région ne semble pas laisser autre choix que d'aller vers cette communauté de personnes pleinement intégrées et participant activement pour une région pacifique et prospère, avec des institutions fortes respectueuses des droits et libertés fondamentaux.

IV). Quelques défis pour la réalisation de la vision 2050 de la CEDEAO

Dans l'évaluation de la Vision 2020, il est ressorti qu'il y a un manque de participation forte des citoyens communautaires, des OSC et du secteur privé dans le processus d'intégration et de développement de la région²². Le manque de connaissance et de domestication des normes et pratiques de la CEDEAO, ainsi que le déficit d'appropriation et de mise en œuvre effective des programmes et politiques régionaux par les États membres et les citoyens de la Communauté, ont été des problèmes qui ont émergé de l'évaluation. Il ne fait aucun doute que la baisse de confiance des citoyens dans la capacité de l'État à relever les défis de la sécurité humaine et du développement a aussi le potentiel d'avoir un impact négatif sur la

réalisation de la Vision 2050 de la CEDEAO au regard de ses objectifs et cibles ambitieux.

En plus, entre la Vision 2050 de la CEDEAO collectivement épousée et les politiques variables voire parfois contrastées des États membres en fonction de leur souveraineté et intérêts, les disparités pourraient avoir un impact négatif sur la capacité de la CEDEAO à concrétiser ses cinq aspirations²³. Pourtant, les développements géopolitiques du moment ne laissent pas, aux pays africains, un autre choix que celui de consolider les regroupements et intégrations. Rester en marge du dynamisme actuel reviendrait à manquer le train de l'histoire, car un monde nouveau avec des opportunités²⁴ de développements est en train de se dessiner. Savoir et comprendre les enjeux de cette nouvelle donne, nécessite que les populations s'intéressent plus à l'actualité du moment, facilitée de nos jours par les réseaux sociaux; mais aussi à l'histoire²⁵ commune aux pays de la région qui ont en réalité les mêmes peuples et possèdent (par zone) les mêmes ressources naturelles²⁶. Ces peuples n'ont de différence que la frontière imaginaire qui les sépare d'où l'urgence de nouer des partenariats et des alliances.

²² Op.cit.

²³ Op.cit.

²⁴ Dans *Géopolitique de l'Afrique* (2016), pages 113 à 119.

L'Afrique fait aussi partie des perspectives de sortie de crises morales, démographiques et économiques de l'Europe. Elle offre de fortes opportunités de coopération, d'investissement, d'initiatives pour créer des emplois, favoriser une croissance verte et répondre aux besoins des exclus de la mondialisation. <https://www.cairn.info/geopolitique-de-l-afrique--9782200613464--page-113.htm#:text=L%27Afrique%20fait%20aussi%20partie,des%20exclus%20de%20la%20mondialisation.> (Consulté le 05 mai 2023)

²⁵ *Union de la Guinée et du Ghana*:

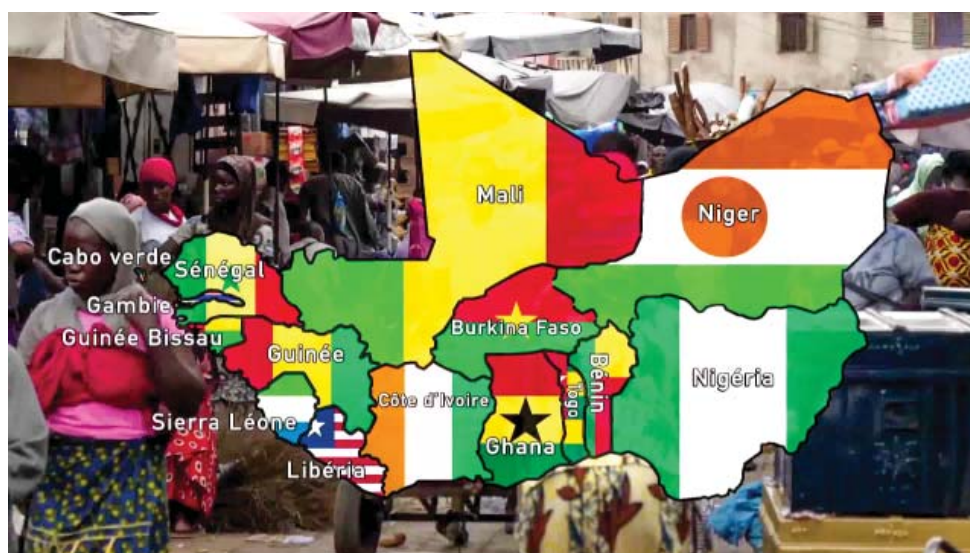
Le Ghana et la Guinée, premiers pays indépendants de l'Afrique de l'Ouest, tentent donc de s'unir dès novembre 1958 pour créer un bastion économiquement et politiquement viable, en dehors de l'influence européenne. <https://fresques.ina.fr/independances/fiche-media/Indepe00238/union-de-la-guinee-et-du-ghana>. <https://www.cairn.info/geopolitique-de-l-afrique--9782200613464--page-113.htm#:text=Le%20Ghana%20et%20la%20Guinée%2C%20premiers%20pays%20indépendants%20de%20l%27influence%20européenne.> (Consulté le 05 mai 2023)

²⁶ **RESSOURCES DU SOUS-SOL**: Rapport Afrique de l'Ouest 2007-2008 <https://www.oecd.org/fr/csao/publications/42358439.pdf>

Les enseignements tirés de la mise en œuvre de la Vision 2020 de la CEDEAO montrent que pour réussir, la Vision 2050 nécessite non seulement une volonté et un leadership politiques, mais également que les États et les citoyens doivent la comprendre, s'en approprier et s'engager dans sa mise en œuvre efficace. Or, la plupart des méconnaissances constatées au niveau communautaire ont rapport à l'institution CEDEAO, elle-même. Les communautés ne se sont pas appropriées les mandats et les actions à mener par cette dernière, à cause entre autres, de la faiblesse de leur vulgarisation. Sinon, la CEDEAO dispose de plans d'action concrets pour contribuer à répondre aux besoins des populations. La mise en œuvre de certaines de ses actions demeure des vœux pieux et ce, depuis des décennies, comme l'adoption d'une monnaie commune. Malgré les cadres juridiques et légaux mis en place pour alléger les lourdeurs dans les échanges économiques entre les États, le système de gouvernance, notamment la corruption, nuit considérablement à l'application de ces textes.

Sur le plan de la gouvernance politique, le recours à des pratiques qui violent des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels dans des États membres de la CEDEAO sapent l'aptitude et la responsabilité des citoyens à participer à la gouvernance, ce qui va entraver la capacité de la CEDEAO à réaliser sa vision 2050. Le manque de respect pour la séparation des

pouvoirs et les modifications opportunistes des Constitutions par les titulaires pour enrainer des intérêts politiques exclusifs contredisent la volonté politique de travailler à la réalisation de la Vision. Cela renforce également le manque de confiance des citoyens dans le pouvoir de la démocratie et la capacité des États membres et de la CEDEAO à réaliser les aspirations contenues dans la Vision 2050. Entre autres exemples, en dépit du bon déroulement des élections dans la plupart des États ces dernières années, la région fait face à des changements anticonstitutionnels de régimes²⁷ qui sont favorablement accueillis par des jeunes des pays touchés. L'espoir des communautés en la CEDEAO, concernant notamment les questions démocratiques et sécuritaires du moment, a été effrité voire anéanti. Il y a nécessité d'apporter des réponses aux demandes, aux attentes des jeunes dans le processus décisionnel à tous les niveaux. Les aspirations des peuples, notamment de la jeunesse, sont incontournables de nos jours et doivent être prises en compte pour que la Vision 2050 ait l'impact requis. En effet, **«Plus de 64 % de la population a moins de 24 ans. Les jeunes représentent une ressource incommensurable pour la région, mais leur potentiel ne sera réalisé qu'une fois que les bons investissements auront été faits dans leur éducation, leur santé, leurs compétences et leur autonomisation²⁸»**. Tout ceci doit s'inscrire dans la durabilité et ne pas rester des éclats d'un moment.



29

Arrêt sur image d'un reportage de la chaîne «TV5 Monde-Afrique» à Freetown, en Sierra Leone, dans un atelier régional de vulgarisation et de sensibilisation, sur la Vision 2050 de la CEDEAO.

²⁷ 06 septembre 2022 à Niamey Atelier de formation des formateurs sur la vision 2050 de la CEDEAO: Accélérer l'adhésion des populations à ce grand projet communautaire. <https://www.lesahel.org/atelier-de-formation-des-formateurs-sur-la-vision-2050-de-la-cedeao-acceler-ladhesion-des-populations-a-ce-grand-projet-communautaire/> (Consulté le 19 avril 2023)

²⁸ Rapport sur les adolescents et les jeunes: Afrique de l'Ouest et du centre https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-WCARO-YOUTH-FR-WEB_FINAL.pdf (Consulté le 06 mai 2023)

²⁹ https://europe.tv5monde.com/sites/tv5_locaux/files/styles/galerie_item/public/2022-07/field_media_image-42049-5862308.jpg?h=52605a11&itok=ZCW2Y-Rw (Consulté le 05 juin 2023)

V). Des forces et opportunités pour réussir la mise en œuvre de la Vision 2050

Sous réserve des réajustements qui seront requis, la CEDEAO est déjà dotée du cadre institutionnel et opérationnel minimal approprié pour la mise en œuvre des actions qui vont permettre la réalisation de sa Vision³⁰ 2050. C'est une vaste région aux immenses potentialités naturelles. Le sous-sol est riche en ressources minières (phosphate, fer, bauxite, manganèse, or, diamant, nickel, uranium...) et en hydrocarbures (pétrole et gaz naturel)³¹. Par conséquent, c'est une région qui regorge de richesses qui ne demandent qu'à être exploitées.

Elle a un taux démographique important, composé en majorité d'une main d'œuvre jeune, qui toutefois a besoin de renforcement de capacités dans certains domaines³². La maturité politique et l'attachement de sa population aux questions de bonne gouvernance obligent désormais les États à améliorer la mise en œuvre des programmes de développement et à rendre compte. Aussi, étant donné la présente dynamique sociopolitique et économique dans la région, des opportunités sont présentes dans des domaines clés et pourraient accélérer l'atteinte des objectifs de la Vision :

Sur le plan de la gouvernance démocratique

L'organisation des élections pour le choix du leader est un principe qui est acquis dans l'espace CEDEAO. Il y a une nette évolution au niveau de la veille citoyenne en matière politique. Les citoyens participent à la gestion de la cité et exigent de la redevabilité aux parties prenantes dans la gouvernance, toute chose qui met de la pression sur les gouvernants, soucieux d'avoir un bilan acceptable, pour espérer l'adhésion de leur électorat lors des scrutins suivants.

Sur le plan économique

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) offrent d'autres avantages³³. Par exemple, les échanges économiques sont impactés par la possibilité d'acheter et de vendre à distance (e-commerce) ou de transférer, grâce aux compagnies de téléphonie mobiles, de petites sommes au niveau du secteur économique informel. Ce dernier détient le plus grand pourcentage d'activités commerciales dans les pays de l'Afrique de l'Ouest sachant qu'en Afrique, la majorité de la population active évolue dans le secteur informel qui génère un flux considérable de devises, et permet de faire vivre les ménages³⁴. Donc il est plus facile pour des petites et moyennes entreprises de commercer directement avec des fournisseurs et des clients au-delà même des frontières, sans vivre des lourdeurs administratives, dès que des mesures sont prises contre l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent ou l'arnaque qui sont des dangers liés au e-commerce.

Sur le plan social et culturel

La migration intra et interurbaine ne faiblit pas à cause du changement climatique galopant d'une part, mais surtout de l'essor dans l'exploitation des ressources minières découvertes dans les sous-sols de différents pays de la région d'autre part. Donc, au-delà de la traditionnelle recherche de pâturage, les populations sont en mouvement vers des zones qui offrent plus de possibilités de subsistance et de sécurité. La recherche de contrées qui offrent des marchés pour l'écoulement de produits manufacturés asiatiques, qui inondent l'Afrique, est aussi un facteur de migration. Cette quête pour la survie permet un brassage des populations même s'il n'est pas toujours sans conflits. On retrouve des communautés entières émigrées dans des pays autres que leur patrie natale³⁵. Des mariages et des alliances se créent.

³⁰ Textes, instruments et mécanismes adoptés par les États membres de la CEDEAO.

³¹ Op.cit.

³² Op.cit.

³³ **Tribune: «L'alliance entre le numérique et le secteur informel créera l'économie africaine de demain»**. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-alliance-entre-le-numerique-et-le-secteur-informel-creera-l-economie-africaine-de-demain_5017955_3212.html (Consulté le 06 juin 2023)

³⁴ La taille de l'économie informelle est importante en Afrique subsaharienne, surtout dans les pays exportateurs de pétrole et les États fragiles, et représentait en moyenne 38 % du PIB entre 2010 et 2014. L'emploi informel contribue en moyenne à 60 % de l'emploi total non agricole. L'économie informelle en Afrique subsaharienne (International Monetary Fund- May).

³⁵ **Esprit Migratoire et Dynamisme Entrepreneurial du Peuple Yoruba: Un Bref Aperçu** <https://www.arcjournals.org/pdfs/ijhse/v8-i12/6.pdf> (Consulté le 12 avril 2023)

Autre fait majeur à considérer est le déplacement de populations frontalières de part et d'autre, fuyant l'insécurité. Si dans un futur proche, ces populations arrivent à retourner dans leurs localités, certaines pourraient avoir eu des expériences heureuses qui vont les motiver à se sédentariser sur d'autres terres d'accueils³⁶.

Sur le plan diplomatique

Avec la pression des aspirations de ses peuples, surtout celles de sa jeunesse, la CEDEAO se retrouve à la croisée des chemins dans le choix de ses coopérations et partenariats stratégiques. Il faut le dire, face à des crises dans ses États membres, l'impact de la dynamique géopolitique actuelle a des effets sur certaines décisions de la CEDEAO alors que les populations en majorité réclament une indépendance absolue de l'institution. Des signes d'une telle indépendance peuvent contribuer à booster l'atteinte de la 2050.

Sur le plan sécuritaire

Face à l'extrémisme violent et au terrorisme qui a fait des milliers de victimes et de déplacés au niveau de la région, diverses initiatives et plans d'actions de la CEDEAO pour régler cette guerre asymétrique peinent à se mettre en œuvre sur le terrain³⁷. Individuellement, les pays ont décidé d'y répondre en attendant que les initiatives régionales soient fonctionnelles. C'est le cas du Burkina Faso et du Mali qui ont renforcé, entre autres, leur coopération militaire pour libérer leur pays de l'étau terroriste³⁸. Il s'agit d'une demande régionale matérialisée par des courriers officiels adressés à la CEDEAO par certains États³⁹. C'est surtout une opportunité réelle qui peut servir de théâtre pour l'atteinte des objectifs de la CEDEAO.

VI). Des mesures prévues par la CEDEAO pour contribuer à la réalisation des aspirations de la Vision 2050

Dans l'objectif d'atteindre sa Vision 2050, la CEDEAO a (entre autres) élaboré une stratégie de communication pour la vulgarisation de la Vision 2050. Un aspect important à souligner, c'est la décision de traduire tous les messages qui seront utilisés dans cette stratégie de communication, dans les langues les plus parlées dans la région notamment le **Haoussa, Yoruba, Fulah, Igbo et Mandingue, Pidgin**, en plus des trois (3) langues officielles de la CEDEAO que sont, le français, l'anglais et le portugais.

Entre autres, les actions ci-dessous ont été identifiées par la CEDEAO⁴⁰, pour contribuer à l'atteinte des résultats escomptés de la Vision. Parmi ces actions, il y a :

- La promotion de la diffusion constante de la Vision 2050 de la CEDEAO - à travers la visibilité de l'emblème et de l'histoire - permettra de cimenter la prise de conscience dans l'esprit des citoyens, afin de susciter la sensibilisation et l'engagement recherchés;
- La mise en place d'un mécanisme de retour d'information des citoyens qui fonctionne;
- La consolidation de la Libre Circulation des Personnes et des biens, l'accélération et l'intégration des marchés;
- L'accélération de l'union monétaire et l'intégration économique et financière;

³⁶ **Pour ne pas perdre le Sahel**: Points de vue des populations sur l'insécurité et les interventions internationales: Mali, Niger et Burkina Faso https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwiO4O2VIMX_AhVChFwKHfD5BkoQFnoECCoQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.saferworld.org.uk%2Fdownloads%2Fpubdocs%2Fpour-ne-pas-perdre-le-sahel-web.pdf&usg=AOvVaw2xQeV7c7Um2WHzMwNsENfX (Consulté le 01 juin 2023)

³⁷ **G5-Sahel; Force en attente de la CEDEAO; Initiative d'Accra etc.**

³⁸ **Le Mali et le Burkina Faso conviennent de lutter ensemble contre le terrorisme** <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-mali-et-le-burkina-faso-conviennent-de-lutter-ensemble-contre-le-terrorisme/2728228> (Consulté le 01 juin 2023)

³⁹ Une délégation d'experts de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est rendue à Ouagadougou pour évaluer la situation sécuritaire au Burkina Faso à la demande du gouvernement burkinabè. (LIEN)
La CEDEAO évalue la situation sécuritaire au Burkina Faso: <https://fr.africanews.com/2022/05/19/la-cedeao-evalue-la-situation-securitaire-au-burkina-faso/>

A la découverte de la CEDEAO: Approches régionales pour améliorer la politique sécuritaire et les processus électoraux en Afrique de l'Ouest <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/11096.pdf>

Afrique de l'Ouest: la Cédéao a-t-elle les moyens d'une force militaire crédible contre les coups d'État et le terrorisme? <https://information.tv5monde.com/afrique/afrique-de-louest-la-cedeao-t-elle-les-moyens-dune-force-militaire-credibile-contre-les>

⁴⁰ Quelques actions pour la mise en œuvre de la Vision 2050 de la CEDEAO, présentées à l'atelier régional tenu en 2022 à Freetown, en Sierra Leone.

- L'opérationnalisation du Conseil économique et social de la CEDEAO (ECOSOC) en tant qu'ultime interface institutionnalisée entre la CEDEAO et la société civile dans le programme d'intégration régionale;
- L'assurance de la cohérence entre les Thèmes et les Axes stratégiques des Plans Nationaux de Développement (PND) des États Membres;

Ces actions ont besoin d'une mise en œuvre immédiate avec la conviction que les défis auxquels elles se rapportent ne sont pas insurmontables. Elles sont ici rappelées à la mémoire collective afin que leur mise en œuvre puisse contribuer à l'atteinte de la Vision 2050 à travers un renforcement conséquent des relations entre les États et les citoyens communautaires.

VII). Recommandations

A la suite de l'analyse des aspirations de la Vision 2050, les recommandations suivantes adressées à la CEDEAO, aux États membres et aux citoyens, sont suggérées pour contribuer à l'atteinte des objectifs de la Vision, dans chacune de ses aspirations.

En ce qui concerne la Sécurité et Stabilité Régionale

A l'adresse de la CEDEAO:

- Accélérer l'opérationnalisation de la force en attente de la CEDEAO pour faire face au terrorisme qui gangrène une bonne partie de la région;

A l'adresse des États membres:

- Promouvoir la collaboration inter-état dans le renseignement;
- Mener des opérations conjointes transfrontalières pour combattre l'insécurité;

En ce qui concerne la consolidation des institutions & l'État de Droit

A l'adresse de la CEDEAO:

- Réviser et adopter le protocole additionnel sur la Démocratie et la bonne gouvernance, avec un article explicite sur la limitation à 2 (non renouvelables), des mandats présidentiels;

A l'adresse des États membres:

- Adopter une feuille de route nationale avec une vision claire et applicable pour la gouvernance démocratique en cohérence avec la vision 2050 de la CEDEAO;

- Ratifier et appliquer le protocole additionnel sur la Démocratie et la bonne gouvernance, révisé;

Intégration Economique et Mondialisation

A l'adresse des États membres, sur le plan économique:

- Combattre la corruption sous toutes ses formes;
- Travailler à accélérer le processus d'adoption et de création de la monnaie commune;
- Promouvoir une digitalisation sécurisée des échanges commerciaux pour limiter l'évasion fiscale et la corruption;
- Investir davantage dans la recherche scientifique;

A l'adresse des États membres, sur le plan diplomatique:

- Consolider les partenariats gagnant-gagnant, capables de soutenir les efforts de satisfaction des besoins fondamentaux des citoyens;
- Diversifier les partenariats porteurs d'une plus-value;

A l'endroit des citoyens de la CEDEAO:

- S'informer sur l'institution de la Communauté, son mandat, ses réalisations, les textes qu'elle a adoptés pour l'intégration des peuples;
- S'informer sur ses réalisations dans les divers domaines de développement;

- Contribuer à la promotion de la vulgarisation de la Vision 2050 de la CEDEAO à travers les activités des organisations de la société civile;
- Créer et opérationnaliser un Conseil Économique, Économique, Social et Culturel pour l'Afrique de l'Ouest (**ECOSOCC-AO**) pour mieux agréger les contributions de la société civile en faveur de la CEDEAO et de sa Vision 2050;

Croissance Emploi et Développement durable

A l'adresse des États membres, sur la question de l'emploi:

- Favoriser la création d'unités de transformation des matières premières sur place;
- Mettre en place un code minier avantageux qui organise les activités d'exploitation minières dans l'intérêt du pays et de l'environnement;

A l'adresse des États membres, sur le plan environnemental:

- Développer le transport du bétail pour les marchés régionaux en guise de contribution à l'élimination des conflits agro-pastoraux;
- Encourager la sédentarisation de l'élevage pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs, liés à la transhumance;

Capital Humain & Bien être Social

A l'adresse des États, sur le plan social et culturel:

- Organiser davantage d'évènements culturels transfrontaliers, foires;
- Rappeler et exploiter les instruments et mécanismes endogènes;
- Continuer à investir dans les domaines tels que le sport au profit de la jeunesse;
- Promouvoir une célébration communautaire de la journée de la CEDEAO, les 28 mai de chaque année, autour du mandat, des avancées et des défis auxquels l'institution est confrontée dans la mise en œuvre de sa vision 2050;

CONCLUSION:

Après la Vision 2020, la nouvelle Vision 2050 de la CEDEAO a maintenu le curseur sur une ambition de passer d'une CEDEAO des États à une « CEDEAO des Peuples : Paix et prospérité pour tous ». Au titre de cette « plaidoirie » pour la promotion de l'atteinte de la Vision 2050 à travers le renforcement des relations entre États et citoyens, assez d'éléments appellent la CEDEAO à trouver les moyens d'accélérer la mise en œuvre de ses programmes, politiques et normes régionales. Des éléments appellent aussi les États à jouer individuellement et collectivement leurs partitions pour la mise en œuvre de la vision dans une relation renforcée avec les citoyens. Ceci est indispensable vu la rapidité avec laquelle les questions de gouvernance démocratiques fâchent et créent des crises, qui ont un effet domino d'un pays à un autre.

Autrement, le taux galopant de sa démographie, les conditions de vie difficiles dans lesquelles la majorité des populations (la jeunesse notamment) se trouve, la maturité progressive des populations, qu'elles soient rurales ou urbaines, concernant les questions de Droits et de Gouvernance, forgées grâce aux NTIC risquent d'entraîner une évolution inattendue des événements en matière de sécurité humaine et d'intégration des peuples.

RAPPORT

July 2023

Clause de non-responsabilité: Cette publication est rendue possible grâce au soutien généreux de la Coopération Autrichienne pour le Développement, de l'Ambassade de Suède à Addis Abeba et de l'Ambassade du Danemark au Ghana. Son contenu relève de la seule responsabilité de WANEP et ne reflète pas nécessairement les opinions des partenaires susmentionnés.



WEST AFRICA NETWORK FOR PEACEBUILDING (WANEP)

Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224

Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org